

Mesdames et messieurs les députés,

Je me présente, Xavier Toussaint, Professeur de sciences dans le qualifiant et de physique en transition, le tout dans le degré supérieur du secondaire. Je preste actuellement 10/20<sup>e</sup> face classe et j'occupe parallèlement la fonction de président de la CSC-Enseignement.

Je vous livre donc ici un témoignage brut du terrain. Je vais reprendre ici différents éléments de langage qui pourraient ne pas plaire. Mais inutile à ce stade d'édulcorer le propos.

Il y a 16 mois, c'était ici même à l'été 2024, un ancien président de parti, désormais ministre, disait qu'il fallait « réformer sans brutaliser ».  
16 mois plus tard, le constat est amer.

Non seulement notre secteur est brutalisé, mais celles et ceux qui font vivre l'école sont humiliés, et même tabassés de toute part – par les différents gouvernements - alors qu'il sortait déjà fragilisé de la crise du covid. Et après 12 à 13 jours de grève en ce qui me concerne depuis ces 16 mois, mais aussi de nombreuses réunions informelles avec des représentants de la majorité, tout indique que le pouvoir reste sourd. Si le gouvernement compte sur notre résignation, qu'il sache que c'est notre colère qu'il renforce !

Pour les personnels, les actions gouvernementales sont vécues comme des gifles, du mépris. Ces actions vont laisser des traces durables dans les coeurs. La confiance envers le gouvernement est désormais au niveau zéro. Et la confiance dans l'action politique est de plus en plus faible, et c'est un danger pour tous.

La ministre de l'éducation se moque de nous, avec des phrases toutes faites, répétées comme un robot, comme une intelligence artificielle mal calibrée. Quelques exemples :

- « Il y aura des pertes d'heures, mais pas de pertes d'emplois », alors que nous avons vu concrètement à cette rentrée-ci nos collègues du qualifiant perdre leur emploi totalement ou partiellement, et nous laisser donc en moindre effectif pour prendre soin des élèves.

- « On étend la gratuité jusqu'en P6 », comme si nous n'étions pas capables de comprendre qu'avec une enveloppe réduite par rapport à la situation actuelle, les besoins ne pourront jamais être rencontrés, et que, comme d'habitude, nous allons y mettre de notre poche, car oui, dans notre métier, on paie pour travailler : le gsm, l'ordi, le matériel pour les bricolages ou le sandwich de cet élève dont la boîte à tartines est vide.

- « On harmonise la charge horaire sans alourdir », alors qu'actuellement déjà, beaucoup ploient sous une charge de 20/20<sup>e</sup> dans le DS et que le 4/5<sup>e</sup> est la charge qui permet, à tous les niveaux, de vivre plus sereinement son métier quand on a un accro de santé, qu'on est maman solo, qu'on a des enfants en bas âge ou un parent âgé à s'occuper.

- « Si le statut était si sexy, commente explique-t-on la pénurie ? » Mais parce que le métier est pénible Madame la Ministre. Ça ne vous effleure pas l'esprit ? Comment peut-on sortir des phrases pareilles ? De plus, ce statut est précisément ce qui nous protège de l'arbitraire du politique qui montre de plus en plus ses tendances naturelles à glisser vers l'autoritarisme vertical. J'en veux pour preuve l'épisode de la circulaire honteuse n°9621 parue mardi soir, entre deux jours de grève, sur la question de la propagande politique, en pleine séquence de mobilisation du secteur.

- « On maintient la DPPR, et d'ailleurs, on peut prendre sa DPPR totale à 58 ans et sa DPPR partielle à 55 ans ». Alors Madame la Ministre, si la date de pension actuellement est à 63 ans au plus tôt et que vous la limitez à 24 mois, ça donne  $63 - 2 = 61$  ans.

Mesdames, messieurs les députés, nous connaissons toutes et tous des collègues, qui sont parfois devenus des amis, qui risquent de perdre leurs emplois. Des temporaires qui ne comptent manifestement pas dans les tableaux excell des partis au pouvoir. Des ALE, des APE, qui font partie intégrante des équipes, et dont l'avenir est incertain. A la tristesse de les voir partir s'ajoute la peur de devoir assumer leurs tâches en plus de ce que nous faisons aujourd'hui. On vous le dit : Ce n'est pas possible. Ça se fera au détriment de notre santé ou de la qualité du travail.

Et bien sûr, nous tremblons pour nos élèves. On n'est pas ici dans un propos corporatiste.

- la fin de la gratuité pour les élèves de moins de 12 ans dans les académies est vécue comme un drame. Certains enfants ne viendront plus. C'est évident.

- le rehaussement des seuils de réussite à 60 % dans les épreuves externes est une hérésie. Comme s'il y avait une corrélation directe entre les efforts et les points. Une mission prioritaire de l'école est de promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne. Par exemple, avec un seuil de réussite de 60 % dans chaque épreuve du CE1D, seuls 30 à 40 % des élèves peuvent espérer réussir.

Comment grandir ensuite avec une image de soi dégradée dès 13 ou 14 ans ?

- Nos élèves de fin de primaire ne savent toujours pas ce qui les attend pour le futur. Nous ne savons rien leur expliquer, ni à leurs parents. Le tronc commun auquel nous nous étions préparés est remis en cause, et cela nous déboussole.

- Nous gardons en nous les images de ces élèves qui ont brutalement dû interrompre leurs parcours de formation et mettre fin à leurs projets suite à la fermeture unilatérales des 7<sup>e</sup> TQ. Ces élèves n'ont pas tous poursuivi dans l'Enseignement pour Adulte. Loin s'en faut ! Que deviennent-ils ? Cette question nous taraude et nous

mine. Même si ce n'est pas de notre faute, nous avons le sentiment de les avoir abandonnés.

Dans ce contexte, le terme de violence institutionnelle est certainement le plus approprié.

Car, en plus de ce que je viens d'énoncer, et qui est déjà insupportable, on ajoute que les partis au pouvoir :

- détruisent nos pensions et allongent la durée de nos carrières,
- diminuent le salaire horaire d'un nombre significatif d'entre nous
- cassent le mécanisme de DPPR tel qu'il existe
- s'en prennent financièrement aux malade, alors qu'ils sont déjà frappés par le malheur.
- nous infligent un saut d'index pour la plupart d'entre nous, dès 13 ans d'ancienneté au barème 301, dès 2 ans d'ancienneté au barème 501.

Avouez que tout mis bout à bout, ça fait vraiment beaucoup ! Ce n'est plus une réforme, c'est une agression !

Quand on prétend récompenser le travail et que par ailleurs, on matraque à ce point un secteur, la conclusion logique qui s'inscrit douloureusement dans notre chair, c'est que notre travail n'existe pas, que nous ne faisons rien, ou certainement pas assez, privilégiés et fainéants que nous sommes à vos yeux.

Et quand ça gronde un peu, la Ministre nous sort des diversions sur les signes convictionnels, le drapeau belge ou le point médian, afin de flatter la partie brune de ce qui constitue désormais l'électorat de son parti. Pour nous qui avons la mission de promouvoir la citoyenneté, le vivre ensemble, via entre autre le devoir de mémoire, c'est une abomination.

Franchement, nous ne sommes pas idiots. Nous savons que la situation budgétaire de la FWB est difficile. Mais nous savons aussi aussi que l'école est une mission essentielle d'un état. Nous sommes des gens dévoués et nous y mettons toute notre énergie et tout notre coeur. Et cette mission, faite d'humanité, de relationnel, d'investissement personnel, nous ne sommes pas prêts à l'abandonner pour quelques froides formules mathématiques et économiques portées par une Ministre qui semble avoir le niveau d'empathie d'un caillou.

Nous voulons le meilleur pour nos élèves ! Et si le mode de financement de la FWB ne permet pas d'atteindre cette ambition, c'est qu'il est obsolète ou que la majorité a tellement de tabous qu'elle ne pense pouvoir avancer que dans une seule direction, comme un cheval avec des oeillères, au détriment des élèves, des personnels et des familles.

Changez de paradigme ! Car nous, nous ne sacrifions pas nos ambitions pour nos élèves et pour les générations futures, ni nos conditions de travail, ni l'attractivité du métier.

« Si ces mesures passent, l'éducation trépassé! » ai-je pu lire sur un calicot hier sur un piquet de grève devant une école. Faire trépasser l'éducation n'étant pas une option, vous savez donc ce qu'il vous reste à faire !

Je vous remercie.

Xavier Toussaint  
Président de la CSC-Enseignement.